Visite de Hua Guofeng

Chaque jour dans l'Humanité rouge les reportages de nos journalistes

Voir page 3

Mercredi 17 octobre 1979 – No 1 148

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Immigrés : manifestation syndicale unitaire

LE mercredi 17 octobre, dans le cadre de la semaine d'action qu'elles organisent ensemble sur la question des travailleurs immigrés, la CGT, la CFDT et la FEN appellent à une manifestation à Paris, de Barbès à République.

C'est le lendemain, jeudi 18 octobre, que le Sénat examinera à nouveau le projet de loi Barre-Bonnet, déjà adopté, quoique amendé le 30 mai dernier par l'Assemblée nationale. On sait que ce projet de loi vise à donner tous moyens à l'administration et à la police pour procéder à des expulsions hors du territoire et interner au préalable, hors de tout contrôle judiciaire des travailleurs immigrés *« présentant une menace pour l'ordre public ou le crédit public »* ou *« auxquels le renouvellement de la carte de séjour a été refusé »*.

C'est fin novembre que sera soumis au Parlement le projet Barre-Boulin qui, lui, constitue une nouvelle réglementation de l'attribution de la carte de séjour ou plutôt de sa non-attribution, en particulier en cas de chômage, maladie, congés prolongés ou au gré de décisions, là aussi administratives.

Lors de la première présentation, en mai-juin, de ces projets extrêmement graves, de division des travailleurs, de restriction des droits et acquis de la partie immigrée d'entre eux pour mieux peser sur l'ensemble des droits et acquis de tous, les syndicats n'avaient pu se mettre d'accord pour une riposte unitaire. L'organisation et la préparation de la lutte contre ces projets, dans les entreprises, dans la classe ouvrière en particulier, en avait été d'autant affaiblie.

Cette semaine d'action commune, cette manifestation de mercredi, sur un parcours qui traverse des quartiers où vivent de nombreux travailleurs immigrés, sont donc un fait extrêmement positif. Il importe qu'elle soit le meilleur succès possible et nos camarades de la région parisienne s'y sont et doivent s'y employer pour y contribuer dans toute la mesure de nos forces.

Cela importe d'autant plus que la bataille contre les lois Barre-Bonnet-Boulin est une bataille de longue haleine ; déjà largement appliquées avant même d'être votées, elles le seront encore plus par la suite : il s'agit d'une pièce-maîtresse dans le dispositif anti-ouvrier et antipopulaire du gouvernement Giscard-Barre.

A cette bataille prolongée, notre Parti compte bien contribuer de toutes ses forces, avec le PCRml : le meeting que nos deux Partis organisent le 26 octobre contre ces lois, sous le signe de la solidarité Français-immigrés, est une première contribution.

Le succès de la manifestation de mercredi à Paris, comme des manifestations et meetings prévus en province dans le cadre de la semaine d'action CGT-CFDT-FEN, constituerait une bonne base pour engager et développer plus largement la bataille.

Gilbert CARPENTIER

Colonialisme français pas mort !

Au moment où Dijoud se rend aux Antilles, vague de luttes populaires

Manifestation aux Antilles.

Voir page 2

Giscard accueille Hua Guofeng

« Votre venue doit être une occasion de franchir une étape dans notre coopération »

Voir page 3

(Photo HR)

Hua Guofeng accueilli par le président de la République à son arrivée à Orly.

Colonialisme français pas mort !

Au moment où Dijoud se rend aux Antilles, vague de luttes populaires

A partir du mardi 16 octobre, Paul Dijoud — secrétaire d'Etat aux DOM-TOM — est à la Guadeloupe pour participer à la 3e conférence «inter-régionale» Antilles-Guyane. Au même moment, la lutte populaire s'intensifie, notamment en Martinique, si l'on se réfère aux nombreuses luttes qui s'y déroulent actuellement, et où Dijoud doit également se rendre.

Ce voyage, intervenant après le passage du cyclone «David» qui a causé de gros ravages dans la région, vise en particulier à renforcer l'esprit d'assistance des populations antillaises et guyanaises. L'impérialisme français se sert des calamités naturelles, comme les cylcones, pour essayer de faire croire que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, ne peuvent vivre sans «l'aide de la France». Il mène ainsi une offensive pour «assimiler» les populations colonisées, s'opposer à leurs aspirations nationales, et renforcer leur exploitation et leur oppression.

Depuis plusieurs mois, dans les Antilles et en Guyane, l'impérialisme français accélère la liquidation de la base productive. Par exemple, en Martinique, il liquide la petite production de bananes et jette dans la misère les petits paysans. Il veut faire de l'île un pôle d'éclatement en direction des Caraïbes et s'en servir pour étendre ses marchés dans les pays d'Amérique Latine.

Une conséquence immédiate, c'est que les conditions sont de plus en plus catastrophiques pour les peuples de ces prétendus «départements d'Outre-mer». Mais ce n'est pas sans rencontrer une opposition déterminée de la part de ces derniers.

GREVES A LA MARTINIQUE

Dans de nombreux secteurs, les travailleurs martiniquais mènent depuis ces dernières semaines des actions revendicatives importantes. Beaucoup sont spontanées.

Dans le bâtiment : début juin, les syndicats réclamaient une augmentation de 15% des salaires et le passage de la prime de transport de 50 à 100 F. La première réunion patrons-syndicats n'a eu lieu que le 6 septembre, sans résultat. La grève est déclenchée le 17. Le 1er octobre, les ouvriers en colère bloquent la ville de Fort-de-France, dressent des barricades et affrontent les forces de répression. Ces derniers jours, les ouvriers ont finalement obtenus 10% à compter du 11 septembre et 2% à compter du 1er novembre.

Dans les garages : les revendications posées le 17 septembre sont : que la prime de vacances soit étendue à tous les garages de l'île ; le 13e mois ; la journée du 22 mai (*) chômée et payée ; une augmentation de 24,11% pour atteindre le SMIC des garages de la métropole. La grève, dure, a été déclenchée le 11 octobre.

Le personnel au sol d'Air France a déclenché le 1er octobre un mouvement de grève : contre le démembrement et la dégradation du service dans les échanges inter-îles Guadeloupe-Martinique et contre l'abandon des dessertes de Cayenne (Nouvelle-Calédonie) et St Martin ; contre le risque, à brève échéance, de licenciements massifs du personnel et pour défendre leur emploi à la Martinique même.

Au «Crédit Martiniquais» qui est aussi la plus ancienne banque de l'île (et la seule dont le PDG soit Antillais !), une grève suivie par 90% des employés a été déclenchée le 10 septembre. Ils exigeaient : le licenciement du chef du personnel, du directeur général et d'un cadre supérieur, pour cause de racisme anti-noir. Le 13 septembre, ils obtenaient satisfaction.

Dans l'enseignement, la grève a éclaté le 24 septembre à Trinité. Un comité de lutte composé d'élèves, de parents et de professeurs a été créé. Ils protestent contre les poursuites judiciaires engagées envers près d'une centaine d'entre eux et la condamnation de l'un des leurs ; contre la politique qui consiste à écarter les Martiniquais de l'enseignement.

Les fonctionnaires vont cesser le travail pendant toute la durée du séjour de Dijoud à la Martinique.

Les médecins ont, à 80%, fait grève 24 heures le 1er octobre. Ils refusent l'affiliation obligatoire à la Caisse Autonome des médecins de France (CARMF). Certains sont poursuivis pour «non-paiement de cotisations». Ils devaient manifester dans la rue le lundi 15.

HR - QdP
Claude LEBRUN

* Le 22 mai, célèbre la libération des esclaves à la Martinique en 1848.

Manifestation aux Antilles.

Après les tirs d'artillerie vietnamiens contre un village de réfugiés

La Thaïlande inquiète des menaces vietnamiennes

Non content de saboter le ravitaillement de la population cambodgienne, dans les régions contrôlées par la résistance, le Vietnam et ses fantoches de Phnom-Penh multiplient les mises en garde contre la Thaïlande, la sommant de *«mettre fin aux violations de la souveraineté cambodgienne»*, allant jusqu'à menacer Bangkok d'avoir à *«endosser toute la responsabilité des conséquences qui en découleront»*.

Dans le même temps, *Radio Hanoï* n'a pas hésité à déclarer que ***«la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea est une affaire intérieure des peuples du Vietnam et du Cambodge»*** Hanoï se permet de donner des leçons de respect de l'indépendance des peuples alors qu'il massacre et affame le peuple cambodgien et que ses menaces se font de plus en plus précises en direction de la Thaïlande. Ces mises en garde répétées du Vietnam sont prises au sérieux à Bangkok, surtout depuis l'attaque au mortier dimanche des troupes d'Hanoï contre un camp de réfugiés khmers situé en territoire thaïlandais. Cette attaque a fait 5 morts et 12 blessés parmi les 30 000 réfugiés du camp de Ban Ta Prik. A la suite des tirs vietnamiens, les soldats thaïlandais ont installé une batterie de canons destinée à protéger le camp de Ban Ta Prik. 35 000 réfugiés cambodgiens se trouveraient déjà en Thaïlande et des dizaines de milliers d'autres sont attendus dans les prochains jours. Les réfugiés viennent principalement des zones contrôlées par la résistance où les occupants vietnamiens empêchent tout ravitaillement de parvenir, tandis que les vivres envoyés par la Croix-Rouge et l'UNICEF commencent à parvenir à Phnom-Penh. Reste à savoir si ces vivres qui arrivent dans les zones contrôlées par l'occupant vietnamien pourront effectivement parvenir au peuple cambodgien. Réaffirmant que la Thaïlande était prête à accueillir tous les réfugiés qui se présenteraient, le premier ministre thaïlandais à déclaré que les troupes thaïlandaises étaient préparées à toute éventualité.

QdP - HR
F.R.

Les réticences françaises à la visite de Yasser Arafat

Après avoir été reçu officiellement en Espagne, puis en Turquie, le président du Comité Exécutif de l'OLP sera-t-il l'hôte du gouvernement français ? C'est à ce seul titre que Yasser Arafat serait décidé à se rendre en France, a déclaré à plusieurs reprises Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris. Bien qu'il ait mentionné l'OLP dans son discours à l'ONU, le ministre français des affaires étrangères, François-Poncet tout en ne faisant pas d'objections majeures à cette visite, y met comme condition qu'elle débouche sur *«un progrès politique dans le sens de la paix dans la région»*. Le gouvernement français qui a réaffirmé les positions prises antérieurement : *«On ne pourra pas valablement discuter, élaborer une solution conduisant à la paix globale juste et durable que nous souhaitons pour le Moyen-Orient sans la représentation des Palestiniens et la présence de l'OLP auteur de la table»*, peut-il faire moins que les 104 membres de l'ONU qui reconnaissent l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien ? L'invitation de Yasser Arafat en France ne doit être assortie d'aucune condition, à ce sujet, c'est ce qu'a tenu à déclarer le représentant de l'OLP en France, dimanche au cours d'un meeting à Paris, soulignant : *«Nous ne ferons jamais de concession, il n'est pas question d'un cessez-le-feu avec l'ennemi sioniste»*, le représentant de l'OLP a déploré *«les réticences françaises à inviter Yasser Arafat à venir en France»*. Des réticences qui pourraient être levées rapidement vue l'ampleur des victoires diplomatiques remportées par l'OLP ces dernières semaines, réalité qu'il n'est plus possible d'ignorer, et qui se fonde sur la lutte du peuple palestinien.

QdP - HR
F.R.

Espagne : un attentat qui porte atteinte aux libertés démocratiques

La Fédération des travailleurs de la terre (UGT) en liaison avec la FGA - CFDT, avait entrepris une campagne d'information en direction des travailleurs saisonniers espagnols qui viennent faire les vendanges en France. En gare de Figueras (Espagne) une cabine avait été installée pour permettre la diffusion de tracts. Dans la nuit du 22 septembre, cette baraque a été incendiée. L'attentat n'a pas été revendiqué.

HR - QdP

Italie : sous prétexte de lutte « anti-terroriste », licenciements à la Fiat

Prenant prétexte de lutter contre le *«terrorisme»* qui a frappé de nombreux cadres et ingénieurs des usines Fiat à Turin, la firme italienne a licencié sous cette accusation 61 ouvriers la semaine dernière. Cette fois-ci, elle récidive en suspendant l'embauche dans tous ses établissements italiens. Cette mesure qui vise l'ensemble de la classe ouvrière italienne a été adoptée par la firme Alfa-Roméo et pourrait s'étendre à d'autres entreprises. Ce qui suscite des réactions de la part des trois principales centrales syndicales, y compris celle de la CGIL (la *«CGT»* italienne).

HR - QdP

Giscard accueille Hua Guofeng

« Votre venue doit être une occasion de franchir une étape dans notre coopération »

LE salon d'honneur bourdonne des multiples conversations qui s'y tiennent dans l'attente de l'événement. Dehors, on entend le détachement qui doit rendre les honneurs répéter une dernière fois son rôle. Face à l'entrée la brochette de ministres présents se met sagement en rang : Barre, Peyrefitte, Bonnet, François-Poncet, Saunier-Séïté, Giraud, Deniau, Ségard et quelques autres. A côté d'eux, quelques militaires de haut rang. Dès son arrivée, Giscard vient les saluer.

A 11 h 30 précises, l'avion de la CAAC se pose. Le président de la République va accueillir le premier ministre chinois à sa descente d'avion. Ils écoutent les deux hymnes nationaux et ensemble, ils passent en revue le détachement qui rend les honneurs militaires. Puis ils pénètrent dans le salon d'honneur.

« VOUS ETES ICI LE BIENVENU »

Giscard commence par souligner « la signification historique » de l'événement, voyant dans le choix par Hua Guofeng de commencer sa tournée européenne par la France la *« reconnaissance de l'antériorité des relations que nous avons établies par la volonté commune du général de Gaulle et du président Mao Zedong »*.

Il rappelle ensuite que la France ne s'est pas laissé impressionner *« ni par les contre-temps, ni par les critiques »* dans sa volonté de renforcer ses liens avec la République populaire de Chine. Puis il ajoute : *« Votre venue doit être une occasion de franchir une nouvelle étape dans notre coopération »*.

Evoquant ensuite l'effort de modernisation entrepris par le gouvernement chinois, il déclare : *« Nous sommes prêts à apporter le concours de notre expérience et de notre technologie »*.

En terminant, le président français insiste sur l'attachement égal de la Chine et de la France *« à l'indépendance nationale et à la dignité des peuples »* et de conclure en disant : *« Vous êtes ici le bienvenu »*.

« JE VOUDRAIS ADRESSER NOS SALUTATIONS CORDIALES AU PEUPLE FRANÇAIS »

Le premier ministre Hua Guofeng le remercie de *« l'accueil si solennel et si chaleureux »* qui lui a été réservé et il ajoute : *« Je voudrais adresser nos salutations cordiales au peuple français. Il existe entre nos deux peuples une amitié traditionnelle. Nous nous félicitons qu'elle se soit développée dans les dix dernières années »*.

Dans la suite de son allocution, le premier ministre Hua Guofeng insiste particulièrement sur le caractère européen de son voyage et *« l'affinité des intérêts fondamentaux des deux continents »*. Il conclut sur la nécessité d'approfondir la connaissance mutelle et de développer la coopération entre l'Europe et la Chine.

Comme la cérémonie se termine, les photographes de presse d'une seule voix réclament *« une poignée de main »*. De bonne grâce, Giscard et Hua échangent alors une vigoureuse et chaleureuse *« poignée de main historique »* qui pourra faire la une des journaux.

Claire MASSON et Henri BERTHAULT

« Regarder la réalité en face »

A L'ISSUE du dîner que lui a offert le soir à l'Elysée le président de la République, Hua Guofeng, parlant du *« grave état de confrontation militaire* (qui) *demeure »*, a remarqué qu'*« un nombre croissant de personnalités averties insistent sur la nécessité qu'il y a de regarder la réalité en face, de se tenir vigilant et de prendre des mesures efficaces »*, ajoutant qu'*« une Europe unie et forte constitue un facteur important pour le maintien de la paix et de la stabilité dans le monde »*. Il a réaffirmé que l'un des fondements de la politique extérieure de la Chine (qui consiste à *« combattre l'hégémonisme et à défendre la paix mondiale »*) est de *« retarder l'éclatement d'une guerre mondiale et de maintenir la paix durant une longue période »*.

Quant au président Giscard d'Estaing, parlant de la situation du Cambodge, il a déclaré : *« Nous sommes profondément émus par le sort de cette malheureuse population menacée dans son existence même. Là comme ailleurs, rien ne pourra être résolu hors du respect des principes d'indépendance, d'intégrité territoriale et de non-ingérence... Alors seulement, le peuple du Cambodge pourra choisir librement son destin »*.

DANS NOTRE PROCHAINE ÉDITION, UNE INTERVIEW DES REPRÉSENTANTS DE L'INTERSYNDICALE DE L'ALSTHOM-BELFORT

Mardi 17 octobre au matin, à 11 h, douze délégués de l'Alsthom-St-Ouen sont assignés en référé au tribunal administratif de Bobigny.

BRETIGNY

Fougerolles : un pas vers la victoire

Brétigny, correspondance

LES 58 travailleurs de Fougerolle sont en grève depuis le 5 septembre :

— Contre le déménagement des moules, outils de travail servant à la préfabrication d'éléments de construction.

— Contre la fermeture de l'usine.

— Contre les licenciements.

Cette lutte se déroule dans une muncipalité d'Union de la gauche, où le PCF est omniprésent et contrôle tout ce qui se passe sur la ville. La lutte est menée par tous les travailleurs, organisés dans deux sections syndicales CFDT et CGT, soutenues par les unions locales CFDT et CGT.

Vendredi 12 octobre, 9 heures 30, le président du tribunal d'Evry donne sa réponse concernant une demande de la société Fougerolle contre les grévistes.

1) Il donne à 75 % raison à la société en acceptant le déménagement des moules, le déménagement des 192 panneaux préfabriqués nécessaires pour finir d'autres chantiers.

2) Il donne à 25 % raison aux grévistes en refusant l'amende de 10 000 F par jour de retard que les travailleurs devaient payer et en nommant un médiateur forçant ainsi les patrons de Fougerolle à négocier.

21 heures, le gala de solidarité aux travailleurs de Fougerolle, organisé par les unions locales CFDT et CGT débute devant plus de 300 personnes. La recette du gala approche 12 000 francs, dont les deux tiers amenés par le comité de soutien (l'union locale CFDT, SNI, SGEN, PS, PSU MRG et PCML). Le reste vient de la CGT et du PCF. Le succès du gala montre deux choses :

1) que l'unité à la base et dans l'action de militants de base de toutes les organisations sous la direction politique des travailleurs en lutte est possible.

2) C'est un démenti vis-à-vis des positons sectaires qu'ont pu avoir le maire (Parti communiste français) et l'UL-CGT qui ne voulaient pas reconnaitre le comité de soutien et le rôle positif qu'il pouvait jouer dans la lutte.

Samedi 13 octobre, distribution de la deuxième paie de solidarité aux grévistes.

Dimanche 14 octobre, le PCF diffuse sur la ville un tract attaquant le comité de soutien, y affirmant *« qu'il était la seule force à défendre réellement les travailleurs de Fougerolle »*, oubliant de signaler que les organisations syndicales CGT et CFDT menaient la lutte depuis plus de six semaines.

Lundi 15 octobre, les négociations qui avaient débuté dès le vendredi dans l'après-midi ont repris entre la direction de Fougerolle et les travailleurs. A 11 heures, les travailleurs interrompaient leur grève de six semaines sur l'engagement de leur patron *« à payer une prime spéciale de 2 500 F pour les jours de grève, de ne pas déménager les moules, de ne pas entreprendre de mutations sans avis favorable des travailleurs, d'engager de réelles négociations par le biais du médiateur »*.

Lourdes peines requises contre les militants du FLB

C'EST ce lundi 15 octobre, quatre semaines après le début du procès des militants bretons devant la Cour de Sûreté de l'Etat que l'avocat général a présenté son réquisitoire. A juridiction d'exception, peines exceptionnelles : près de 200 années de prison pour les 23 inculpés plus deux, absents, anciens collabos et prétextes à de bien douteux amalgames.

Exceptionnelles ? C'est à ce genre de peines que la Cour de Sûreté de l'Etat nous habitue en fait.

C'est bien plutôt le procès de cette juridiction, qu'il faudrait faire, en même temps que de l'arbitraire qu'elle permet de développer.

Avant les paidoiries qui vont maintenant se succéder, nos lecteurs pourront utilement se reporter à nos éditions des 18, 19 et 20 septembre. Ils y trouveront notamment des témoignages sur les sévices qu'ont subis de nombreux inculpés, recueillis par l'intermédiaire des familles des détenus.

DERNIERE MINUTE

Aux établissements Galley à St-Denis (région parisienne) en grève et occupé depuis lundi 15 octobre (contre le licenciement d'un délégué syndical), les forces de l'ordre sont intervenues mardi matin 16 octobre et ont expulsé les grévistes.

NOUVELLES SYNDICALES INTERNATIONALES

Du 24 au 30 novembre : semaine d'action sur les bas salaires, la réduction du temps de travail et la défense des acquis

LE Comité exécutif de la CES réuni les 27 et 28 septembre a pris le décision d'engager une action européenne sur les trois objectifs suivants :

— La défense du pouvoir d'achat avec pour priorité le relèvement des bas salaires.

— La réduction du temps de travail.

— La défense des acquis et la satisfaction des besoins collectifs.

Cette action a été décidée pour la semaine du 24 au 30 novembre.

La CFDT s'est félicitée de cette décision considérant que cette action rejoint pleinement ses préoccupations.

Le dernier bureau national de la CFDT des 3 et 4 octobre a demandé aux organisations CFDT de mettre les moyens en œuvre pour assurer le succès de cette action. Des contacts ont été pris avec la CGT pour l'informer de la décision de la CES et examiner avec elle les possibilités de mener l'acion sur ces objectifs, ceux-ci constituant la base de l'accord d'unité d'action conclu par la CGT et la CFDT le 17 septembre 1979.

En France, cette action va se heurter au fait que la CGT n'est pas membre de la CES. Néanmoins, cette semaine d'action peut être l'occasion pour la CGT de faire valoir sa volonté de participer à la CES et de vaincre la résistance de certaines confédérations membres de la CES qui s'obstinent à laisser en dehors du mouvement syndical européen la première confédération syndicale en France.

Charles MALLOIRE

A Orléans, le samedi 13, les aides-ménagères se rassemblaient

Orléans, correspondance

VOILA 20 ans qu'existe la profession d'aide ménagère, elle n'est toujours pas reconnue : pas de convention collective, des salaires de misère, peu ou pas de formation, pas de financement de la profession.

Mercredi 1er octobre, une conférence de presse s'est tenue à l'UIS-CFDT d'Orléans où nous étions invités par le syndicat CFDT-santé-sociaux du Loiret.

A tour de rôle, des aides-ménagères ont pris la parole pour expliquer ce qu'était leur profession.

Leur rôle est d'éviter aux personnes âgées de finir leurs jours dans des mouroirs. C'est du moins ce que prétendent leurs employeurs et le gouvernement, mais la réalité est là : 589 aides-ménagères pour le Loiret s'occupant d'un peu plus de 2 827 personnes âgées, alors que dans le département c'est environ 75 000 personnes âgées de plus de 65 ans qui existent. Bien sûr toutes n'ont pas besoin d'être aidées, mais cela donne néanmoins une idée du manque d'aides-ménagères.

Elles sont embauchées par des associations à but non-lucratif (24 dans le Loiret) dont les présidents se donnent bonne conscience et bonne réputation en disant faire quelque chose pour les personnes âgées alors qu'ils ne se soucient pas de celles qui travaillent en direction de ces personnes âgées, leurs employées.

Leurs conditions de travail sont dures. Pour huit heure de travail, c'est quatre personnes âgées dont elles doivent s'occuper parfois six en milieu rural. Deux heures, c'est insuffisant pour aider une personne âgée, toilette, lessive, démarches administratives, réconfort, discussion. Pour les travailleuses, c'est fatiguant d'autant plus que les transports ne sont pas comptés dans le temps de travail et parfois même pas payés.

Leur salaire est une honte : 110 % du SMIC jusqu'en février 1978 ; en mars 1979, 2 200 F brut et 2 310 francs après six mois d'ancienneté, ce qui n'est même pas appliqué à Orléans.

Pour exemple : avec douze ans d'ancienneté, une travailleuse touche 2 centimes de plus qu'à l'embauche !

Le financement de la profession est également scandaleux. Il se fait par l'intermédiaire de différentes caisses : DDASS, CRAN, Mutualité agricole, etc. Cela entraine différentes difficultés administratives.

Les aides-ménagères ne ont assez de cette situation qui leur est faite, ainsi qu'aux personnes âgées. Des actions se mènent un peu partout : Nantes, Marseille, Bordeaux, Lille, Paris, Roubaix, St-Nazaire, Châlons-sur-Saône, Tours, Orléans, Grenoble, Lyon, Toulouse, etc.

Le 13 octobre, elles ont organisé un rassemblement national à Paris. Ce qu'elles veulent :

— Un financement réel, donc la reconnaissance de leur profession.

— Une convention collective portant sur : les contrats de travail, la formation professionnelle, la durée du temps de travail, le paiement des trajets et des temps morts, le droit au chômage car ne sont payées que les heures travaillées, pas de temps partiel inférieur à 70 heures, une heure pour les femmes enceintes à partir du 3e mois, un pourcentage d'ancienneté par an, une qualification, et le calcul de congés sur 5 jours.

Grève à la Thomson-CSF

1977 : Lutte dans le trust Thomson-CSF. Ici, à St-Egrève (près de Grenoble).

Cinq à six mille travailleurs du trust Thomson-CSF sont en lutte pour obtenir la satisfaction des revendications contenues dans la plateforme commune CFDT-CGT.

A savoir :

— Réduction du temps de travail : 5e semaine et 35 heures sans perte de salaire.

— Augmentations de salaire : 450 F plus 2,5 % et salaire minimum à 3 000 F

— Remise en ordre des classifications.

Cette action est menée en commun par la CGT et la CFDT, certains centres ayant même pu conclure un accord avec la CFTC et la CGC.

A MALAKOFF, (92 Hauts-de-Seine), après différentes assemblées, 500 travailleurs sont partis en grève. Plusieurs débrayages d'une demi-heure ont déjà eu lieu et d'autres sont prévus pour les semaines qui viennent. L'enthousiasme règne parmi les grévistes et la volonté d'aboutir est importante. Les travailleurs en lutte souhaitent trouver des formes d'action dures, qui font réellement mal au patron. Ils ressentent également une grande nécessité de coordonner la lutte au niveau de tous les centres, c'est pour celà que l'inter-CFDT et la coordination CGT du trust ont décidé de se rencontrer une fois par semaine pour faire le point et proposer un maximum de mouvements coordonnés.

Malgré les difficultés d'entente entre CFDT et CGT, la lutte est menée en commun à Malakoff.

Le PCF, quant à lui, a tenté par deux fois de démolir le mouvement en distribuant des tracts polémiques à l'entrée de l'usine. L'un de ses tracts, distribué le soir même d'un débrayage, attaquait directement la section CFDT de Malakoff.

Il est évident qu'il est très difficile de faire l'unité quand on sait que les délégués CGT que l'on rencontre sont les mêmes qui distribuent les tracts du PCF le matin.

Malgré cela, et devant la détermination des travailleurs, la CGT est contrainte d'accepter ou de subir l'unité syndicale.

On peut voir l'avenir de cette lutte avec optimisme car non seulement le nombre de grévistes reste constant jusqu'à maintenant, mais il a plutôt tendance à augmenter. Déjà, des catégories telles que les ingénieurs commencent à venir dans l'action : on n'a pas vu cela depuis très longtemps. C'est un encouragement pour les autres travailleurs, surtout les ouvriers, qui commençaient à en avoir assez de se battre pour les autres. Les militants du Parti communiste marxiste-léniniste présents à Malakoff œuvrent dans le sens de l'unité d'action, de l'expression des travailleurs et de leur prise de décision. Ils travaillent au renforcement de la lutte. La ligne du Parti est en cela très précieuse. Finies les attitudes sectaires et démobilisatrices. Finies les polémiques stériles qui paralysent l'action.

Unir tout ce qui peut être uni pour une bagarre plus large et plus efficace : voilà ce qui anime les militants du Parti à Malakoff et qui leur gagne la confiance des travailleurs.

CHASSENEUIL-DU-POITOU

AEF de nouveau en lutte

Article commun HR-QDP

LES travailleurs d'AEF à Chasseneuil - du- Poitou, sont de nouveau en lutte. Depuis deux ans, ils ont accumulé des succès : en janvier 1978, leur grève est victorieuse ; en avril 1979, ils obtiennent la réintégration d'un délégué licencié, alors qu'il revenait du service militaire. Les ouvriers professionnels ont imposé leurs revendications : une moitié travaillait pour permettre à l'autre moitié de poursuivre une lutte de six mois.

Aujourd'hui, comme hier, ce sont les OS qui sont le fer de lance de la lutte. Ils veulent obtenir un salaire minimum de 3 000 F d'ici à mars, l'échelle mobile de salaire, l'heure d'information syndicale, la 5e semaine de congés payés, et le retour d'avantages acquis par les travailleurs de leurs fonderies, avantages supprimés il y a quelques années.

Dans cette usine qui fabrique des pistons et des chemises, la lutte est menée sous la forme de débrayages d'actions-surprise rapides qui désorientent les dirigeants de l'entreprise. Les travailleurs ont aussi distribué des tracts sur un marché de Poitiers et à Chatellerault. Par l'une de ces actions-surprises, ils ont eu accès aux dossiers du chef du personnel, découvrant en particulier que la grève était prévue depuis quelques semaines par les directeurs. Une autre de ces actions où ils imposent des discussions aux patrons a amené à empêcher que ces messieurs se servent de voitures de fonction : ils durent marcher sur un ou deux kilomètres pour pouvoir appeler ûn taxi. A la suite de quoi ayant descendu le drapeau de la firme, les travailleurs hissèrent un drapeau rouge, en fait le tee-shirt d'un ouvrier.

La lutte est encadrée par la section CGT avec deux axes : l'unité de tous les travailleurs et le développement de la démocratie ouvrière dans la lutte pour mener autre chose qu'une « grève-belotte ». Les travailleurs se réunissent, souvent le matin, et les modalités d'action pour la journée sont décidées. Pour le moment, ils repoussent l'idée d'une grève totale pour garder une importante mobilisation et pour préserver un maximum possible de salaire, afin de faire face aux difficultés de la rentrée. Ainsi, s'ils s'associent aux manifestations qui ont eu lieu lors de la venue de Giscard à Poitiers, ils ne sont pas rentrés en grève totale à ce moment.

Leur volonté est de *« lutter contre les patrons dans l'usine »* et *« que ça coûte le plus cher au directeur et le moins cher possible aux travailleurs »*, pour obtenir une nouvelle victoire.

TOURS

Victoire partielle aux Bétons contrôlés de Tourraine

Tours, correspondant

APRES huit jours de grève (cf : HR No 1 143), les chauffeurs ont repris le travail aux Bétons contrôlés de Touraine. Ils ont obtenu : augmentation des salaires de 4 % ; augmentation de la prime professionnelle de 5 F (170 F au lieu de 165 F) ; intégration de cette prime de 170 F dans le salaire de base.

Double victoire pour cette première grève : augmentation de salaire ; la création d'une section CFDT.

Nous lui souhaitons une longue vie et de nombreuses victoires dans la lutte de classe.

Extension de la grève à Vestil, premiers reculs patronaux

APRES des mouvements de grève et de débrayage durant la première semaine d'octobre (cf : HR No 1 143), la grève redémarre chez Vestil (Tours) le mardi 9 octobre après-midi, à l'appel de la section CFDT. Le matin le patron n'avait cédé que partiellement sur la pause.

Le 9 octobre après-midi nouvelle réunion sans résultats.

Le mercredi 10 octobre, une soixantaine d'ouvrières (sur 200) poursuivent la grève.

Le soir, premier recul intéressant du patron : les 20 minutes de pause, avec déduction de ce temps du rendement, acquises pour tout le monde.

Le jeudi 11, elles tiennent bon et continuent pour les autres revendications (amélioration des conditions de travail, 2 500 F nets mensuels, 13e mois).

Le 11, après-midi, d'autres ouvrières entrent en lutte. Le soir, elles sont plus de 50 % en grève.

Le vendredi 12, la grève se poursuit.

La solidarité s'organise : à Manuvil, l'usine parisienne du groupe, un débrayage de solidarité d'une heure tous les mercredi. A Tours, l'UIS-CFDT impulse le soutien.

A suivre

SECURITE SOCIALE

Détenons-nous le pompon de la santé?

L'actualité se fait encore l'écho des dépenses « massives » des assurés sociaux de la Sécurité sociale. Et pourtant quand on les compare à celles des autres pays européens, on constate que la France fait figure de lanterne rouge.

L'ARGUMENT choc de Barrot est de nous affirmer que les dépenses de santé évoluent plus vite que le PIB (*). Qu'y a-t-il de plus normal à cela, si c'est vrai ? Est-ce contradictoire avec les déclarations officielles sur le développement d'un pays industrialisé comme le nôtre que ses habitants bénéficient d'une couverture sociale de plus en plus importante ? Ces affirmations ne vont-elles pas à contre-courant des promesses du programme de Blois prévoyant une augmentation des remboursements, des soins dentaires et de lunetterie, de revalorisation du minimum-vieillesse, des allocations familiales, etc.

Nous parlant du taux d'inflation, le gouvernement feint souvent de nous rassurer en comparant « notre » inflation à celle des autres pays européens, pourquoi ne fait-il pas de même pour les dépenses de santé ?

Y apprendrait-on que les dépenses « maladie » en 1976 représentaient 7,2 % du PIB et que ce pourcentage situe la France à la 8e place dans l'ensemble de l'Europe des Neuf (données chiffrées au 1/7/79 du ministère de la santé) ?

N. V.

(*) PIB. Produit intérieur brut, somme des valeurs produites en France, y compris les recettes de TVA.

LIBRAIRIE «LES HERBES SAUVAGES»

Cette semaine vitrine sur la Chine

SITUEE en plein quartier de Belleville, la librairie *Les Herbes sauvages* (70, rue de Belleville) présente cette semaine une vitrine en plein dans l'actualité : livres de toutes sortes, périodiques, papiers découpés, cartes postales, etc. consacrés à la Chine. Je suis rentré questionner le libraire.

HR : Voilà une vitrine qui donne envie d'en savoir plus sur la Chine.

L* : Nous l'avons préparée avec soin en prévision de la venue de Hua Guofeng en France qui coïncide à peu près avec le 30e anniversaire de la République populaire de Chine. En ce moment c'est l'une des questions qui polarise l'attention des gens.

HR : Comment as-tu choisi les livres qui composent ta vitrine ?

L : Tout d'abord ceux qui font connaitre la Chine, la façon dont les gens y vivent, sa culture, son histoire. *Vivre en Chine* (18 F), album photo réalisé par Claire Julien et Jean-Louis Boissier, deux adhérents de l'Association des amitiés franco-chinoises, présente la vie quotidienne en Chine.

Feuillette *Kouéilin* et tu verras un paysage de toute beauté. *Ma maison a deux portes* (65 F) passionnera tous ceux qui ont apprécié les livres de Han Suyin. Il vient de paraitre et elle l'a présenté à l'émission *Apostrophes* à *Antenne 2*. On y voit une approche non partisane de la Chine, le cheminement qui l'a conduite à expliquer dans le monde entier d'une façon si ouverte les réalisations et la politique de la République populaire de Chine. *La Chine à la mort de Mao* (50 F), c'est toute la réalité chinoise telle que l'a vue Alain Bouc, ancien correspondant du journal *Le Monde* durant plusieurs années en Chine. Je citerai encore *Histoire de la Chine moderne (1840-1919)* (42 F) où l'on saisit mieux d'où vient la Chine d'aujourd'hui, son avancée ; *Economie rurale en Chine* (18 F), etc.

HR : J'ai vu aussi des œuvres littéraires.

L : La littérature chinoise contemporaine commence à être connue en France et certains écrivains à avoir une renommée mondiale. On connait bien sûr Lou Sin intellectuel qui s'est mis au service de la Révolution chinoise et auquel se réfèrent les écrivains contemporains. Le lecteur découvrira avec intérêt d'autres œuvres d'une grande diversité : *Le jardin du repos* (49 F), *Famille* (58 F), *Nuit glacée* (49 F), de Ba Jin (Pa Kin), *Minuit* de Mao Dun (24 F), *Le pousse-pousse* de Lao Che (34 F).

HR : On parle beaucoup dans les mass-media de la biographie de Hua Guofeng. Les Chinois ont-ils écrit là-dessus ?

L : Un livre a été publié pour faire mieux connaitre le premier ministre au public chinois. Il a été traduit et édité en France par les Editions du Centenaire, nous l'avons en librairie. Une remarque, les Chinois ne font pas comme nous de biographie complète d'un personnage. Ils ont recours, pour le rendre familier, à une série de témoignages de gens qui l'ont approché. Une série de reportages en quelque sorte. Même si ça s'adresse au public chinois, c'est quand même le seul livre paru en français sur l'homme et le dirigeant qui visite aujourd'hui notre pays.

HR : Et pour ceux qui en connaissent déjà un bout et veulent approfondir la réalité chinoise que conseilles-tu ?

L : *Le Système économique chinois* d'Alain Lefebvre est intéressant pour l'approche de la Chine actuelle, de la modernisation, et permet d'en cerner les enjeux.

Je propose aussi *Le lexique politique de la Chine contemporaine* (38 F), recueil de notes explicatives du Tome 5 des œuvres choisies de Mao Zedong. On y trouve des références utiles pour une lecture plus approfondie de nombreux livres chinois. Nous disposons aussi de *Problèmes politiques et sociaux*, revue spécialisée de la *Documentation française* dont plusieurs numéros traitent des relations sino-japonaises et sino-américaines.

HR : Avec le reste de la vritrine, il y en a pour tous les goûts.

L : Nous avons voulu proposer de quoi satisfaire la simple curiosité, intéresser les amateurs d'artisanat, papiers découpés. Il y a aussi ces livres pour enfants si demandés tel *Les 7 petits livres chinois* (9 F) (Editions de Pékin en langues étrangères). Maintenant y en-a-t-il pour tous les goûts ? Aux amateurs de venir, de voir et de nous dire ce qu'ils en pensent.

* Le libraire

Note : Nous trouverez aussi dans cette librairie les différents périodiques chinois *La Chine* 2,40 F, *Chine en construction* 1,90 F, etc. La revue de l'Association des amitiés franco-chinoises, *Aujourd'hui la Chine*, etc.

Si vous n'êtes pas de la région parisienne et voulez passer commande, écrivez à la librairie. (70, rue de Belleville, 75020 - Paris).

Han Suyin, l'auteur de nombreux livres sur la Chine. Le dernier : « Ma maison a deux portes ».

Photo extraite de l'album-photos réalisé par Claire Julien et Jean-Louis Boissier « Vivre en Chine ».

FEMMES

«Pourquoi je suis de plus en plus pour le droit à l'avortement»

Une future mère témoigne

LE matin (jeudi 11 octobre), j'écoutais *France Inter*. Evelyne Sullerot et Ève Ruggieri animaient une émission sur l'avortement. Cela m'a décidé à prendre la plume pour témoigner à mon tour sur ce que je pense de l'avortement. J'ai toujours été pour l'avortement et, bien entendu, pour la contraception sans pour cela assimiler l'interruption volontaire de grossesse à un quelconque moyen contraceptif mais comme un ultime recours.

Pourquoi ?

Parce qu' en tant qu'adolescente, j'ai toujours considéré que j'avais parfaitement le droit de disposer de mon corps, de faire l'amour sans pour cela *« payer ma faute d'un enfant »*.

Bref, que je me sentais suffisamment mûre pour avoir des relations sexuelles mais pas pour avoir un enfant. J'ai toujours tenu pour deux choses parfaitement distinctes, les relations sexuelles et la fécondité. Ensuite maitre-auxiliaire, effectuant un remplacement, j'ai eu une première prise de conscience, non plus théorique, intellectuelle cette fois-ci, mais « pratique » avec l'avortement.

LES GROSSESSES DES PETITES FILLES

L'enseignante que je remplaçais avait débuté des cours d'initiation sexuelle, je les ai donc poursuivis. Ma classe de 3e en SES (*) était particulièrement réceptive aux explications que je lui fournissais sur la contraception masculine et féminine. Toute la classe, sauf une élève qui, elle, ne m'interrogeait que sur la grossesse, la maternité, l'accouchement, les nouveaux nés, etc. Au début, je n'ai pas compris pourquoi elle posait tant de question sur ce sujet. Puis, en discutant avec l'enseignante que je remplaçais, j'ai compris. Cette élève de 3e avait eu un enfant à 14 ans. Dans quelles circonstances ? On l'ignorait. Ses parents, apprenant sa grossesse, l'ont enfermée chez elle, séquestrée — pour dire la vérité — pendant les huit mois de grossesse qui lui restaient pour que les voisins ne le sachent pas....

Accouchant prématurément, mon élève avait connu des problèmes physiques très importants, psychologiques bien plus grands encore puisque son enfant était anormal et, enfin, puisque ses parents lui retiraient son enfant. Elle devait le considérer comme son petit frère. Pour tous les gens de l'extérieur, il était du reste présenté ainsi. Quel massacre, quel crime !

Au nom de quelle morale, avait-on infligé un tel calvaire à cette toute petite jeune femme ? L'avortement n'était-il pas le seul remède ?

Avoir un enfant quand on le veut.

UNE GROSSESSE DÉSIRÉE, C'EST QUAND MEME UNE CONTRAINTE

Mais je ne suis pas seulement pour l'avortement dans des situations aussi dramatiques.

Enceinte actuellement, je comprends encore mieux physiquement ce que peut représenter une grossesse non désirée. Nous, nous l'attendons avec impatience parce qu'il est désiré mais combien profonde doit être la différence quand le couple, et surtout la femme, n'en veut pas de cet enfant.

Sans donner une sombre description de la grossesse, on est bien obligé de reconnaitre qu'il y a des contraintes de tous ordres.

D'abord physique, des petits malaises, de la fatigue, il faut faire assez attention à ce qu'on mange, ce qu'on boit, être sous surveillance médicale, etc. Au fur et à mesure que la grossesse avance, on se rend bien compte de la présence de cet enfant. Prenant du volume, il gêne quelque peu. Il gigote, il bouge. Autant de révélations de sa présence, particulièrement chouettes quand on le désire mais, dans le cas contraire, autant de signes quotidiens du calvaire perpétuel.

Il existe d'autres sortes de contraintes qui surgiront après sa naissance. Dans les temps particulièrement difficiles actuellement, un enfant, c'est une lourde charge financière. Gagnant un peu plus que le SMIC, ce sera encore plus dur. Il ne faut pas attendre grand'chose, voire rien du tout, des allocations familiales. Le problème du logement se pose, aigu. Souvent l'attente d'un enfant implique la recherche d'un autre appartement avec des loyers exorbitants.

A Paris, il faut compter entre 1 500 F et 2 000 F pour un F3. On retrouve le problème du fric encore avec la nourriture. Si nous pouvons nous contenter en fin de mois de spaghettis, un bébé a besoin, du moins je le pense, d'une nourriture riche, variée, en fait chère.

Contraintes morales, psychologiques, physiques, financières, qu'« on » n'a pas le droit d'imposer arbitrairement à la femme d'abord, au couple ensuite au nom d'une quelconque morale.

Mon expérience personnelle, somme toute anodine, me convainc plus que jamais que personne n'a le droit de m'imposer un enfant non désiré. Plus que jamais je suis d'accord pour avoir un enfant si je veux et quand je veux.

TELEVISION

Du grand Brel

Sur TF1, le vendredi 12 octobre

LA télévision est quand même une belle invention, il n'y a pas à dire. Grâce à ses archives, j'ai pu retrouver vendredi soir avec un immense plaisir Jacques Brel, le grand Jacques. Cette heure et demie de chansons, de témoignages, d'extraits de films m'a paru très courte, trop courte.

J'en garderai un souvenir impérissable. Le grand Jacques c'est toute mon adolescence. J'avais 14 ans en 1966 quand il décida d'arrêter de chanter en public.

A l'époque, c'était un peu une référence, un idéal. J'étais déjà un peu révolté. Aussi ses chansons résonnaient dans ma tête. Il caricaturait les bourgeois, il interpellait les gens.

Et puis, un peu plus tard, je me souviens, en 1968, à la rentrée de septembre, après Mai 1968, formidable événement qui m'est arrivé dessus à l'improviste, nous avions monté un petit club de poésie à quelques copains, avec notre prof de français.

Inutire de vous dire que le grand Jacques occupait une place de choix dans notre répertoire. Son côté révolté, mais aussi poétique, rêveur nous plaisait et nous prenions beaucoup de plaisir à dire ses textes.

Le revoir à la télé, devant moi, comme s'il était vivant, riant, chantant, parlant, ce fut une véritable bouffée d'oxygène.

Sa fille France Brel, ses compagnes de quelques années, Suzanne Gabriello et Madly Bami, ses amis Gérard Lehner qui l'enregistrait chez Barclay et d'autres ont parlé de lui avec fougue, chaleur.

Le grand Jacques ne fut pas seulement chanteur et poète mais aussi comédien et acteur. Il a tourné huit films dont deux avec Lino Ventura (*L'Emmerdeur* et *L'Aventure c'est l'aventure*).

Je l'avais vu avec plaisir dans *L'Emmerdeur*. Il était vraiment bien dans son rôle, coquace, un peu fou-fou. C'était aussi un musicien.

Bien sûr, il avait ses défauts comme tout le monde, mais je n'ai vraiment pas envie d'en parler.

Sa mort nous avait beaucoup touchés, nous ses admirateurs. La vie qu'il avait choisie n'est pas celle que j'ai choisie, mais à sa manière, il a contribué à éveiller des centaines et des milliers de gens, de jeunes surtout. C'est là un grand mérite.

Adieu grand Jacques

Yves LEPIC

MEETING

Le **26** octobre 1979 à **20h** à la **Mutualité**

24, rue St-Victor-Paris 5e (Métro Maubert-Mutualité)

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste

et le Parti communiste révolutionnaire(ml)

AU PROGRAMME, après les prises de parole au nom des deux partis :

- Interventions de travailleurs pour la construction de l'unité Français-immigrés
- La projection du film **«Voyage en Capital»** de ALI AKIKA et A.M.AUTUSSIER
- Le groupe antillais **MOUN' KIKA**
- Chants révolutionnaires de Kabylie : **IMAZIREN IMULA**

تجمع ضد

القواعد بار - بوت - بولن - ستولرو

L'Alsthom-St-Ouen est également en lutte.

ALSTHOM-BELFORT EN LUTTE POUR LES REVENDICATIONS

Belfort-St-Nazaire, unité !

LE jeudi 27 septembre, la direction s'apprête à fêter le centenaire de l'usine. Les travailleurs, furieux de voir qu'il y a de l'argent pour organiser des cérémonies fastueuses mais pas pour satisfaire leurs revendications, se mettent en grève et occupent l'usine.

Depuis, la lutte se poursuit pour des revendications qui sont aussi celles des travailleurs de St-Nazaire : réduction du temps de travail compensée, prime de fin d'année.

D'autres établissements sont également en grève avec occupation : Marseille, St-Florent dans le Gard. La grande peur de la direction d'Alsthom, c'est que la lutte fasse tache d'huile dans tout le trust.

C'est pourquoi, elle a préféré annuler le baptême du Prairial, prévu pour vendredi 12 octobre. Schulz et le ministre Le Theule ont trop peur de s'exposer à la colère des travailleurs !

Unité, solidarité pour développer et coordonner l'action dans tout le groupe Alsthom !

Ambroise Roux peut et doit payer ! (le trust a augmenté ses profits de plus de 20 %).

Deux semaines de lutte à Grenoble

Grenoble, correspondant

LES travailleurs relèvent la tête face aux attaques gouvernementales et patronales contre leur pouvoir d'achat, leur emploi et leurs conditions de travail.

A MERLIN GERIN : 8 000 salariés du groupe Empain Schneider, action en cours dans plusieurs usines contre des augmentations de cadences et des menaces de licenciements. Parmi les revendications les plus fréquemment évoquées et soutenues principalement par la CGT :

— Les 35 heures, des augmentations uniformes et des embauches. Notre journal s'en fera l'écho prochainement.

A THOMSON-CSF, 2 600 salariés à Saint-Egrève. 600 personnes ont débrayé une demi-heure le 10 octobre pour demander les 39 heures immédiatement, des congés payés pour soigner les enfants malades, une amélioration des retraites, une indemnité de transport, les ponts de la Toussaint du Nouvel An, l'étalement des vacances en 1980.

CHEZ EUROTUNGSTENE, groupe PUK, on est inquiet pour l'avenir à cause du rachat éventuel par le Suédois, Sandvik. Débrayage le 11 octobre.

A la SEMS, groupe Thomson-CSF, des débrayages ont eu lieu au service après-vente, la direction parlant de regrouper tout l'après-vente.

D'autres luttes pour l'emploi ont eu lieu à l'usine de Crolles, banlieue-est de Grenoble, menacée par une restructuration de grande ampleur.

A NEYRPIC, 2 000 salariés du groupe Creusot-Loire ont débrayé le 12 octobre pour les 40 heures immédiates (Neyrpic fait actuellement 41 h 30), pour le 13e mois et des augmentations sur la base d'une moyenne d'indices INSEE, CFDT et CGT.

LE LABORATOIRE DE SPECTROMETRIE-PHYSIQUE de l'université a été occupé par les quinze techniciens du 1er au 8 octobre pour s'opposer à la suppression dé primes diverses qui complètent leur salaire pour tenir compte de leur qualification. Le ministre de l'éducation devait donner sa réponse le 11 octobre. Au laboratoire pour l'occupation des sols, occupation pour les mêmes motifs.

LA SEMAINE D'ACTION DANS LES HOPITAUX a été marquée par une assemblée générale des Sablons, ce qui devrait déboucher sur des actions de sensibilisation en direction des travailleurs de l'hôpital et du public.

Le journal s'est fait l'écho de la lutte des travailleurs de Raymond Boutons contre un licenciement et l'aggravation des conditions de travail. La direction a dû revenir sur sa décision de licencier mais le travailleur a été contraint d'accepter un horaire de 10 h à 18 h. Enfin 800 des 1 000 salariés des Houillères du Dauphiné, à la Mure, 30 km au sud de Grenoble, se sont mis en grève générale le 8 octobre pour :

— La 5e semaine de congés payés, une amélioration des salaires à la tâche et le refus du chantage à la fermeture de la mine.

Les négociations du 10 octobre ont marqué un premier recul de la direction.

Les mineurs devaient se prononcer en assemblée générale le 11 octobre.

LAVAL

SEH Salsom : non à la police, oui à la négociation

LE jeudi 10 octobre, les grévistes de la SEH Salmson à Laval ont voté pour la poursuite de la grève à 217 voix contre 43. Pourtant la veille, la journée n'était pas facile à vivre. Dès le matin, le directeur départemental de la sûreté, flanqué de quelques agents en uniforme, se présentaient devant la grille fermne de l'usine occupée. Une négociation s'engageait et les grilles étaient ouvertes après la promesse de négociations pour l'après-midi. Les non-grévistes étaient moins nombreux que les fois précédentes à reprendre le travail. Maintenant, un nouveau panneau planté à l'entrée de l'usine indique : *« Non à la police, oui à la négociation. »*

La négociation de l'après-midi, si elle a permis d'avancer n'a pas donné satisfaction aux grévistes.

En effet, le patron a lâché sur le maintien des avantages acquis, du moins pour l'essentiel, mais il n'a pas accepté d'annuler son projet d'instituer une augmentation sélective à la « côte d'amour » et cela, les grévistes ne peuvent l'accepter. C'est le sens de leur vote massif de jeudi pour la poursuite du mouvement.

Et s'ils ne représentent que 50 % de l'ensemble du personnel, les grévistes rassemblent 70 % du personnel de production. Après le vote de jeudi, le patron voulait sans doute éprouver leur détermination, lorsqu'il est venu bavarder auprès du local syndical. Il sait que les grévistes ne pourront pas tenir quatre ou cinq semaines, mais les ouvriers savent aussi que le patron est aussi gêné par le retard que prend la fabrication. Une guerre d'usure...

Les grévistes vont chercher maintenant sous quelle forme ils peuvent repasser à l'offensive et un soutien plus large sur la ville leur sera sans doute nécessaire.

D'ailleurs, à LMT, depuis le regroupement LMT et Ericsson, les travailleurs se demandent si, dans la nouvelle société LMT-Thomson-CSF le patron ne voudra pas, lui aussi, remettre en cause les avantages acquis sous prétexte d'homogénéisation des statuts.

Correspondant

Les travailleurs de Belfort chantent
La chanson du centenaire
sur l'air de J'ai la rate...

Depuis que je suis centenaire
C'est bien rigolo, entre nous
Je suis d'une santé de fer
Et j'n'me soucie de rien du tout.
J'ai beau vouloir ne rien montrer
J'ai bien envie de rigoler.

Les façades ravalées
Les pelouses bien plantées
Les entrées préparées
Les allées balayées
L'atelier bien rangé
L'matériel astiqué
L'ouvrier résigné
L'mensuel bien dressé
L'ingénieur bien stylé
Et le Schulz apprêté
Le Ponia invité
Le Dufour bien placé
Le Chalot bien rusé
Le Descroix qu'est bien droit
Des salaires en décroît
Et des lois en surcroît

Mais v'là que'que temps
C'n'est pas marrant
Les ouvriers sont mécontents
Tous mes cadeaux non acceptés
Mes invités tous refoulés
J'ai beau vouloir m'en remonter
J'en souffre de tous les côtés.

Le personnel déclassé
Le travailleur mal payé
Le cognac renversé
Le mensuel révolté
Le Ponia refoulé
Et le Schulz attristé
Et le Roux trop brûlé
Le Descroix qu'est pas droit
Le Chalot qu'est pâlot
J'ai les portes occupées
Les syndicats déchaînés
Les grévistes sur la piste
Belfortains dans les reins
Les médailles en pagaille
Les stylos dans le dos.

Paroliers : Bois et Bertrand
Interprète : Buffard
Musicien : Stirnemann

BLOC-NOTES

Vient de paraitre
aux
Editions du Centenaire
le tome III
de

La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français

466 pages, prix* : 45 F

Également disponibles :
Le tome I (réédition), 28 F
Le tomme II, 45 F

En vente dans toutes les bonnes librairies.

Aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e. Et par correspondance, à Livres service**, 24, rue Philippe de Girard, 75010 Paris (rajouter 3 F pour un volume ; 5 F pour deux ou trois volumes, pour participation aux frais de port. Libellez vos chèques au nom des Editions du Centenaire).

* Prix Herbes sauvages.
** Service de vente par correspondance des Herbes sauvages.

A nos lecteurs et camarades

Le prochain bimensuel comportant le dossier sur la Chine sortira avec 24 heures de retard. Les camarades qui le reçoivent par les PTT et qui risquent de ne pas l'avoir pour le week-end peuvent nous téléphoner pour que nous leur acheminions le matériel plus rapidement.

En feuilletant Prolétariat

Le No 20
est toujours d'actualité

Le numéro 15 F
Abonnement un an : 52 F
PROLÉTARIAT
BP 320
13213 MARSEILLE CEDEX I

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 — 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Mardi à Paris : inauguration d'une plaque commémorative en hommage à Zhou Enlai

60 ans au service de la révolution et de la paix

Mardi 16 octobre à 16 heures, le président Hua Guofeng inaugure une plaque à la mémoire de Zhou Enlai, au 19 de la rue Godefroy à Paris, là où le dirigeant révolutionnaire, mort en 1976, a habité au début des années 20.

A la fois étudiant et ouvrier, Zhou Enlai organisera en février 1921 une manifestation à Paris pour protester contre la suppression de l'aide financière accordée par l'ambassade de Chine, puis à Lyon, où il est d'ailleurs incarcéré. Expulsé de France, il y revient clandestinement par le même bateau, déguisé en marin. En 1922, il prend contact avec le PCF, avant de rentrer à Canton en 1924.

A l'occasion de l'inauguration d'une plaque en son nom, il n'est pas inutile de revenir sur la personnalité de cet homme qui a servi de tout son cœur et de toute son intelligence la cause de son pays et de la révolution.

Quand la mort le frappe à l'âge de 78 ans, Zhou Enlai a derrière lui soixante années d'activités révolutionnaires multiples et inlassables. Soixante années qui sont aussi celles du peuple chinois en marche vers son émancipation.

JUSQU'A LA LIBERATION DE LA CHINE EN 1949

Il sera d'abord le jeune étudiant qui cherche sa voie en 1919 dans la floraison du mouvement démocratique du 4 Mai, le voyageur en route pour la France où il séjourne de 1921 à 1924. Puis, après son entrée au Parti communiste, le dirigeant de l'insurrection ouvrière de Changhaï, noyée dans le sang en 1927, l'homme traqué dont la tête est mise à prix par le Kuomintang, le compagnon de la Longue marche en 1935-1936.

Le négociateur avec le Kuomintang lors de l'incident de Sian (1) en 1936, le soldat des armées de Libération, un de ses principaux chefs jusqu'à la victoire en 1949.

APRES 1949

Dans la nouvelle Chine, il deviendra ministre des affaires étrangères puis premier ministre, dirigeant les affaires de l'Etat et la diplomatie. Les difficiles négociations avec Moscou en 1950, la Conférence de Bandung (1955) où toute une partie du tiers monde s'exprime pour la première fois à l'unisson, le rétablissement des relations diplomatiques avec les USA et le Japon, contraints de reconnaître le poids international de la Chine socialiste, tous ces événements de portée mondiale sont marqués de son empreinte.

Plutôt qu'un *« Talleyrand dans le rôle de Richelieu »* comme s'est complu à le dépeindre Alain Peyrefitte, Zhou Enlai fut le serviteur infatigable de la cause du socialisme et de la paix, un révolutionnaire expérimenté et courageux jusqu'à son dernier souffle.

Page commune HR-QDP réalisée par Claude LIRIA

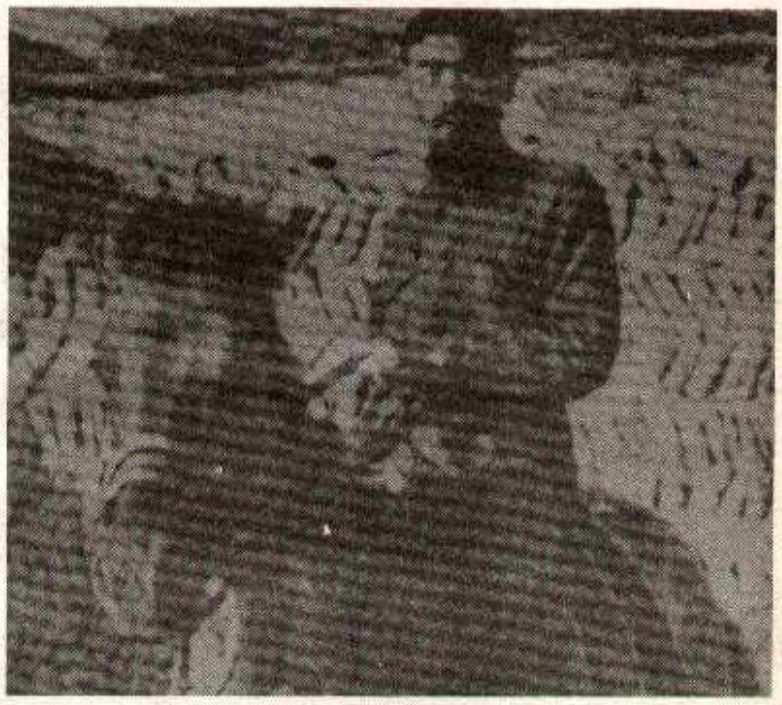
(1) En 1936, deux généraux patriotes du Kuomintang arrêtent Tchang Kaï-Chek qu'ils accusent de trahison dans la lutte contre les Japonais. La population réclame son exécution. Zhou Enlai négocie alors pour obtenir la libération de Tchang Kaï-Chek, à condition que celui-ci s'engage à cesser ses attaques contre les communistes et reprenne la lutte contre l'impérialisme japonais.

L'hommage de l'ancien ambassadeur de France à Pékin

Au lendemain de la mort de Zhou Enlai, sous le titre *Le patricien en sandales*, Etienne Manac'h, ambassadeur de France à Pékin de 1969 à 1975, lui rendait cet hommage émouvant : *« Je ne ferai pas de Chou En-Laï le portrait froidement objectif que les historiens dessinent dans les livres pour la mémoire de nos petits enfants (...). Puisqu'il est question de jugement sur les hommes, voici la lamentable scène que Chou En-Laï nous a un jour racontée : c'était à Genève, en 1954, lors de l'ouverture de la conférence sur l'Indochine. Le premier ministre chinois, apercevant John Foster Dulles, s'avance en toute simplicité vers lui. C'était la première fois, depuis 1949, qu'un ministre chinois rencontrait un ministre américain. L'homme de Pékin va, la main tendue, vers l'homme de Washington. Ce dernier lui tourne brusquement le dos et s'écarte. Où est l'élégance et où est la courtoisie ? Chou En-Laï, marchant dans de pauvres sandales, gardait une allure de patricien.*

(...) L'héritage est là : la Chine est debout et ne se couchera pas. Son peuple est l'un des plus éveillés de la terre et ne s'endormira plus. Son socialisme, invention qui n'a pas de modèle, est une incessante recherche.

L'homme qui vient de mourir était un homme complet. Son aventure a été faite de toutes les difficultés de l'existence et d'une somme étonnante de périls et d'inquiétudes, mais cette aventure n'a pas été subie, elle a été recherchée, choisie et vécue comme une marche vers une destinée supérieure pour les hommes. L'exemple déborde les frontières de la Chine. Le monde entier, et surtout les gens pauvres et fiers, ne peuvent plus que pleurer cette grande ombre modeste et fraternelle ».



Zhou Enlai au cours de la Longue Marche.

Interview de Zhou Enlai en 1971

EN 1971, un an avant la visite de Nixon en Chine, Zhou Enlai accorda plusieurs entretiens à des Américains amis du peuple chinois. Voici des extraits de ses entrevues avec le président de l'Association d'amitié Amérique-Chine, William Hinton à cette époque.

Que ce soit sur l'état économique réel de la Chine ou sur la question de Mao Zedong, Zhou Enlai exprime un point de vue dépourvu de triomphalisme ou de croyance aveugle. A une affirmation de Hinton sur les grands progrès réalisés, il répond, volontairement provocateur : *« Avez-vous jamais entendu parler de la vieille méthode utilisée pour la naissance, toujours en pratique dans quelques régions du Shansi ? Avez-vous fait une enquête là-dessus ? Au Shansi, quelques personnes suivent toujours une très vilaine coutume : lorsque la jeune femme a accouché, elle doit se tenir droite sur le Kang, elle n'est pas autorisée à manger quoi que ce soit et doit rester assise très droite. De nombreuses femmes se sont esquinté le dos de cette façon. Au cours de la naissance, une femme a déjà perdu beaucoup de forces, mais en plus au Shansi, elle ne peut rien manger de nourrissant, même pas du lait de soja, et évidemment, encore moins un œuf ou deux. On lui donne seulement un peu de riz ou du gruau de millet. Vous n'avez jamais entendu parler de cela ? Alors, vos enquêtes ne sont vraiment pas très approfondies (...) ».*

Zhou Enlai à la tribune de la conférence de Bandung.

Carma Hinton : *« Les gens pourraient dire que nous recherchons les insuffisances.*

– Voilà maintenant que vous devenez trop sensible. Après tout, il y a des milliers et des milliers de phénomènes arriérés mais la façon dont on les considère n'a aucune importance. La société chinoise avance. Ceci, je pense que vous l'affirmerez tous. Mais se débarrasser de choses arriérées, tout en faisant des progrès n'est pas facile. La pensée d'une société féodale de plusieurs milliers d'années est gravée dans l'esprit des gens et c'est ainsi que s'expliquent les habitudes de l'ancienne classe (...) »

Zhou Enlai lors de l'incident de Sian

A une question de Hinton sur le culte de la personnalité de Mao Zedong, au cours de la révolution culturelle, Zhou Enlai répond : *« La pire chose, celle que le président Mao aimait le moins, a été la manière de procéder par déclarations absolues, la manière de penser et de parler absolue. Par exemple, l'utilisation des « quatre grands » : grand pilote, grand leader, grand professeur, commandant en chef suprême - à propos de Mao Zedong (...). Et puis il y a le slogan* « établir l'autorité absolue de la pensée de Mao Zedong ». *Ce slogan est complètement erroné. Comment pourrait-il y avoir toujours une autorité absolue ? Mao Zedong peut être une autorité sur certaines questions, mais en ce qui concerne les questions qui ne relèvent pas de sa compétence, comment pourrait-il être une autorité à leur sujet ? Il y a aussi une question de temps. Il y a tout le futur à considérer. Vous pouvez être une autorité aujourd'hui, mais cela signifie-t-il que vous serez une autorité demain ? Si l'on fait de la pensée-maozedong un absolu, comment y aurait-il un quelconque développement ? Une telle théorie gélerait tout progrès social. C'est tout à fait erroné. Nous finirons par nous mettre dans une position de passivité.*

De plus, une autorité peut seulement être reconnue et soutenue par les masses qui en éprouvent la validité à travers la lutte. Comment un individu peut-il décider d'une autorité ? Elle peut seulement provenir de la lutte des masses. Toutes ces idées sur l'établissement d'une autorité absolue sont fausses.

Puis il y a tous ces portraits et ces statues de Mao Zedong qui ont été installées partout, sans souci de l'époque et des circonstances. (...)

Le président Mao et Edgar Snow ont plaisanté à ce sujet. Mao a dit : « Regardez-moi debout en plein vent et balayé par la pluie. Que je suis pitoyable ! » *Et Snow répondit que lui non plus ne pouvait pas imaginer pourquoi Mao devait rester debout tout seul dans le vent. (...)*

Il y a trop de statues. Il faut les enlever. Comme vous l'avez vu, à l'intérieur de l'Assemblée du peuple, elles ont été enlevées ».

Zhou Enlai et la modernisation de la Chine

Extrait du rapport de Zhou Enlai devant l'Assemblée en 1975 : *« Il est certain que, dans une nouvelle période de vingt et quelques années, c'est-à-dire avant la fin du siècle, nous parviendrons à transformer la Chine en un pays socialiste moderne et puissant ».*